



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°78, 1968. Les nouveaux facteurs de localisation de la production agricole dans la C. E. E. pp. 99-100;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1968.2029>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1968_num_78_1_2029

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

BARRAL (Pierre). — *Les agrariens français de Méline à Pisani*. Coll. Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris, Armand Colin, 1968, 385 p.

« Agrariens, le terme surprendra peut-être... Littéré l'ignore ». Cette expression, surtout employée chez nous de manière polémique, mérite, selon l'auteur, de « sortir du purgatoire, afin de définir dans sa brièveté évocatrice une force sociale profonde, celle des agriculteurs luttant pour défendre leur place dans la société industrielle ». Ce livre souhaite saisir « le dialogue engagé entre les volontés des agriculteurs et les actes des autorités publiques ». L'action de cette force agrarienne est une clef nécessaire à la compréhension de la III^{me} République.

Deux périodes sont opposées : de 1860 à 1914, le monde rural vit sous la direction des autorités sociales (première partie), la lente promotion ne commence qu'après 1914 (deuxième partie). Le livre commence par une présentation d'ensemble des types de sociétés rurales à la fin du XIX^{me} siècle. Elle rassemble les travaux des spécialistes de diverses disciplines, allant de A. Siegfried à H. Menéras, sans oublier tous les géographes qui, à la suite de P. George, ont apporté des monographies régionales très complètes. A ce titre, cette synthèse séduira par son sérieux autant les hommes de recherche que les hommes d'action. Les divers types de démocraties (républicaines, anticléricales, protestantes, cléricales ou neutres) sont situés, en opposition aux régions à hiérarchies acceptées, contestées, capitalistes ou coloniales.

Cette présentation, appuyée sur les disciplines des sciences politiques et économiques, permet de bien comprendre les effets sur les milieux agricoles de la crise agricole qui survient au lendemain du Second Empire, et les réactions sur les gouvernements de la République : le recours au protectionnisme qui va demeurer pendant trois quarts de siècle le fondement de notre politique agricole. La première partie s'achève sur une analyse des oppositions entre agrarianisme et socialisme. Elle complète l'excellente description des formes d'association qui, dans tous les domaines, fleurissent à partir de 1880.

Le poids de la guerre de 1914-18 est profondément ressenti dans le monde agricole. Après la reconstruction, la crise de 1930 met en grande difficulté les organisations agricoles indépendantes. La rue d'Athènes, avec sa caisse centrale, est au bord de la faillite, alors que le Crédit Agricole officiel pratique une politique assez large grâce aux avances de l'Etat. Tout le système « agrarien » qui avait semblé assurer l'avenir de l'agriculture se trouve menacé. L'appel au pouvoir conduit en quelques années à l'organisation des marchés. Conséquence

importante du point de vue des hommes, ce retournement de la conjoncture et la révision de la politique suivie jusqu'alors s'accompagnent d'une relève des cadres dans le mouvement agrarien. Un nouvel élan est donné au « style paysan ». La doctrine agrarienne connaît un rajeunissement entre 1930 et 1935.

Cette drôle d'avant-guerre, par deux phénomènes, le lancement de l'action catholique rurale et le Front Populaire, prépare les changements actuels de l'agriculture.

Entre temps, l'idéologie agrarienne connaît son apogée avec le régime de Vichy. Celle-ci survivra à la Libération car « les campagnes françaises étaient loin d'être gagnées au socialisme, comme le montrèrent les élections de 1945-46 ». Tant que demeure la pénurie, c'est-à-dire jusque vers 1950, rien de fondamental ne peut être remis en cause. « C'est dans le progrès qu'est la fidélité à la terre », écrit P. Le Bret en 1945 dans *Economie et Humanisme*. Cette orientation productiviste « inspirait surtout l'important problème agricole français de René Dumont, qui (...) proposait les orientations d'un planisme non malthusien ». Les formes d'intervention sont plus vigoureuses que jamais. L'effort du pouvoir, important sous la IV^{me} République, s'amplifie encore sous la V^{me}.

La conclusion trace quelques perspectives sur l'intégration de ce monde séparé, de plus en plus dominé par la révolution industrielle de la ville. Bien que maintenue à part, l'agriculture « n'a jamais cessé de participer à l'histoire sociale et politique du pays ». « La première tentative d'ensemble fut celle des corporatistes ». Ils ne forcèrent les résistances jacobines que grâce aux circonstances exceptionnelles de la défaite.

La révolution agricole d'aujourd'hui « traduit l'action de dirigeants à l'esprit nouveau ». La prépondérance politique et syndicale des gros exploitants est tempérée par une représentation accrue des petits et moyens agriculteurs, « les chefs paysans formés par la JAC ». Mais comment « moduler la politique agricole » pour rendre compétitif le secteur organisé et moderne, et « apporter d'autre part une aide sociale compensatrice aux survivants de l'agriculture de subsistance » ?

Le mythe de l'unité paysanne est bien mort. Mais l'intégration de l'agriculture à la société industrielle ne peut se faire qu'en une longue et difficile adaptation, même si l'évolution démographique et le développement économique général s'accroissent aujourd'hui. Ce livre clôture une ère, il apporte, dans un style clair et précis, une fresque que ne peuvent ignorer ceux qui interrogent l'avenir. A ce titre, sa lecture est indispensable.

(Ph. Mainié)

LE GOUIS (Michel) et al. — *Entreprises commerciales des agriculteurs*. Editions Cujas, Collection Marchés et Structures Agricoles. Paris, 1967, 195 p.

Cet ouvrage collectif est le fruit des études effectuées dans le Centre d'Études et de Recherches de l'ESSEC. C'est le résultat d'observations effectuées sur l'activité commerciale des agriculteurs dans des entreprises de type coopératif ou syndical. Il débouche sur une « méthodologie » de l'action, qui doit servir aux hommes appelés à diriger ce genre d'entreprise. La préoccupation, exprimée par J. Mehling dans la préface, est de répondre aux besoins des praticiens soucieux de rationaliser leurs décisions.

La première partie est consacrée à divers exposés sur cette méthodologie de l'action commerciale. Pour le R.P. H. de Farcy, les principes d'action sont de trois ordres. Il s'agit de savoir choisir son terrain d'opérations, car selon les cas le but à rechercher sera d'améliorer les termes de l'échange, de mieux organiser le marché ou de mieux vendre son propre produit. Il faut mettre en place une structure efficace, souple et qui permette la promotion de l'homme. Et l'on doit avoir l'esprit rationnel, empreint notamment de lucidité.

J. Mehling envisage l'évolution vers la grande entreprise industrielle et commerciale dans un contexte économique marqué par un mouvement de concentration. Différentes forces, extérieures à l'entreprise, contribuent à la formation de grandes unités. Elles se substituent aux petites entreprises, en adoptant des méthodes techniques, financières et commerciales plus efficaces. Les agriculteurs doivent œuvrer dans le même sens, en substituant le travail collectif à l'effort individuel.

Où et comment se situe l'action commerciale des agriculteurs sous les formes coopératives ? C'est ce que M. Le Gouis définit comme le « domaine utile de l'entreprise commerciale agricole ». Il s'agit des actions réalisées dans le secteur concurrentiel, non protégé. On s'aperçoit que l'intégration coopérative dans ce secteur ne représente qu'une faible part du chiffre d'affaires agricole total. Et elle se porte d'abord vers la commercialisation des produits les moins élaborés.

Pour mieux appliquer les principes d'action commerciale de l'entreprise industrielle, il faudrait surtout, pour l'auteur, un changement dans les mentalités. L'adhésion de fait des coopérateurs aux méthodes commerciales est limitée. Le processus de constitution du centre de décision est donc capital.

M. Le Gouis présente ensuite les différentes phases de la création d'une entreprise commerciale par des agriculteurs, en tenant compte des moyens actuellement à leur disposition. Cet essai doit aider les « entrepreneurs » dans l'élaboration de leur plan d'action.

Dans la deuxième partie, se trouvent étudiés quatre cas d'entreprises ayant réussi leur croissance et atteint une certaine notoriété. Leur choix est bon dans la mesure où ce sont des affaires très différentes les unes des autres, montrant la diversité des solutions applicables.

Mais dans cette partie comme dans la précédente, on peut regretter que l'étude de l'organisation ait été faite sans référence suffisante à la fonction. Car il y a un point commun à tous les exemples de réussite connus : la fonction commerciale y a été correctement remplie.

(François Nicolas)

BUTTERWICK (Michael), NEVILLE ROLFE (Edmund). — *Food, Farming and the Common Market*. — London, Oxford University Press. 1968, 259 p., 13 cartes.

Le but des auteurs est de décrire les différences qui marquent les politiques agricoles du Royaume-Uni et de la CEE, et d'analyser ce qu'il est nécessaire de changer en Grande-Bretagne pour entrer dans le Marché Commun. Bien sûr, la politique agricole commune est en pleine évolution, la réalisation d'un marché aux prix uniformes sera probablement relayée par des actions plus volontaires sur les structures et le développement économique régional. Du côté anglais, la dévaluation de la livre sterling en novembre 1967 rend plus aisés les ajustements souhaitables.

La première partie de l'ouvrage donne une vue générale de la situation des deux côtés de la Manche. Un rappel historique des négociations successives de 1958 à 1968 permet de comprendre les oppositions entre les diverses politiques poursuivies en matière agricole par les partenaires du Marché commun : les Français insistent sur l'organisation des marchés, les Allemands préfèrent les réformes de structure, les Italiens souhaitent le maintien d'un libéralisme dans les échanges, les Hollandais sont féroce­ment « antiautarciques », et les Belges généralement conciliateurs. Les auteurs examinent ensuite l'impact éventuel de la politique commune sur l'emploi des facteurs de production dans leur pays.

La seconde partie analyse séparément pour chaque produit (céréales, produits laitiers, viandes, œufs, volailles, sucre, fruits et légumes, vins et tabac), la situation existante et les conséquences éventuelles d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun : relocalisation des cultures, effet sur les prix possibles.

Ce livre, écrit avec sérénité et humour, rassemble une quantité considérable d'informations, fort utiles à l'économiste rural du « continent ». L'ensemble de ces faits constitue une matière hautement stimulante pour l'esprit.